



REF : COSYBU/CSB/02/2026

DÉCLARATION DES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES DU BURUNDI SUR LA SITUATION SOCIO-ÉCONOMIQUE ACTUELLE

Les Confédérations Syndicales du Burundi « COSYBU et CSB » suivent avec une attention particulière l'évolution de la situation socio-économique de notre pays et expriment leur profonde préoccupation face à certains phénomènes qui affectent de manière croissante les conditions de vie et de travail des populations.

Les organisations syndicales, en tant que représentants légitimes des travailleurs et acteurs du dialogue social, considèrent qu'il est de leur responsabilité d'alerter les pouvoirs publics, les partenaires sociaux et l'ensemble de la société sur les difficultés auxquelles sont confrontées les populations et de contribuer à la recherche de solutions durables.

I. DE LA RÉCURRENCE DES INCENDIES DES MARCHÉS ET AUTRES LIEUX DE COMMERCE

Les Confédérations syndicales constatent avec une vive inquiétude la récurrence des incendies qui touchent, depuis plusieurs années, des marchés, magasins, boutiques, entrepôts et autres lieux de commerce à travers différentes localités du pays.

Ces incendies constituent une menace importante pour les moyens de subsistance de milliers de familles et pour l'économie nationale.

Au-delà des pertes matérielles directement enregistrées, ces catastrophes entraînent notamment :

- la destruction des marchandises, équipements et outils de travail ;
- la perte de revenus et d'emplois pour de nombreux travailleurs ;
- l'endettement accru des commerçants et des familles victimes ;
- des difficultés de remboursement des crédits contractés auprès des institutions financières et bancaires ;
- des pertes pour les institutions financières qui ont accordé des crédits pour l'initiation et réalisation des activités commerciales ;
- une diminution des recettes fiscales et, par conséquent, des ressources du Trésor public ;

- la perturbation des circuits d'approvisionnement et de distribution ;
 - l'aggravation de la précarité et de la pauvreté des ménages concernés ;
 - la perte de confiance dans les investissements et les activités commerciales ;
- ainsi qu'un profond sentiment d'incertitude et d'inquiétude quant à l'avenir.

Les Confédérations Syndicales du Burundi estiment qu'une telle situation ne peut être considérée comme une succession de faits isolés.

À cet égard, nous demandons :

- la réalisation d'enquêtes approfondies, indépendantes et transparentes sur les causes exactes des différents incendies de marchés et autres lieux de commerce enregistrés à travers le pays, notamment depuis les années 2010 ;
- la publication, dans des délais raisonnables, des résultats des enquêtes, dans le respect des procédures judiciaires et des droits des personnes concernées ;
- dès que des responsabilités sont établies, des mesures appropriées doivent être prises conformément à la législation en vigueur ;
- le renforcement des mesures de prévention et de sécurité contre les incendies, notamment dans les marchés, centres commerciaux, entrepôts et autres lieux accueillant un nombre important de travailleurs et de citoyens ;
- le renforcement des capacités des services chargés de la prévention et de la lutte contre les incendies, notamment en équipements, personnel, moyens d'intervention et accessibilité aux différents lieux de commerce ;
- la mise en place de mécanismes efficaces permettant d'alerter rapidement les autorités et les services d'intervention en cas de sinistre ;
- l'élaboration d'un mécanisme national d'assistance aux victimes des incendies, comprenant, selon les possibilités de l'État et des partenaires, une aide financière, un accompagnement social, la facilitation de l'accès au crédit et la reconstruction des activités économiques détruites ;
- la réflexion sur des mécanismes d'assurance adaptés aux petits commerçants et travailleurs de l'économie informelle, afin de réduire leur vulnérabilité face aux catastrophes.

II. DE LA PERSISTANCE DE LA PÉNURIE DE CARBURANT

Les Confédérations syndicales sont également préoccupées par la persistance de la pénurie de carburant et par ses effets sur l'économie et sur la vie quotidienne des citoyens.

La disponibilité régulière du carburant constitue un élément essentiel du fonctionnement de l'économie nationale.

La pénurie persistante entraîne notamment :

- la perturbation du transport des personnes et des marchandises ;
- l'augmentation des coûts de transport ;
- la hausse du prix de nombreux biens et services ;
- des difficultés d'accès aux lieux de travail ;

- la diminution du pouvoir d'achat des travailleurs et des ménages ;
- des retards et perturbations dans les activités des entreprises et des administrations ;
- des difficultés pour les agriculteurs, les commerçants et les petits entrepreneurs ;
- une augmentation des charges supportées par les entreprises ;
- des conséquences négatives sur l'emploi et les revenus ;
- et, plus largement, une aggravation du coût de la vie.

Cette situation affecte particulièrement les travailleurs dont les revenus ne suivent pas nécessairement l'évolution du coût de la vie.

Elle risque également de compromettre les efforts visant à améliorer les conditions de vie et de travail de la population.

III. DU DIALOGUE SOCIAL NATIONAL SUR LA CRISE DU CARBURANT ET LE COÛT DE LA VIE

Face à cette situation, les Confédérations Syndicales demandent l'ouverture d'un dialogue social national inclusif et permanent sur la question de l'approvisionnement en carburant et sur ses conséquences socio-économiques.

Ce dialogue devrait réunir notamment :

- les pouvoirs publics ;
 - le Comité National de Dialogue Social
 - les organisations syndicales ;
 - les organisations d'employeurs ;
 - les autres partenaires sociaux ;
 - les représentants de la société civile ;
 - les acteurs du secteur des transports ;
 - les experts économiques et énergétiques ;
- ainsi que toute autre partie prenante pertinente.

L'objectif devrait être de rechercher ensemble des solutions immédiates, à moyen et à long terme, afin de réduire les effets négatifs de la pénurie et de prévenir la répétition de telles crises.

Les Confédérations Syndicales proposent notamment que ce dialogue examine :

- les causes structurelles de la pénurie ;
 - les mécanismes d'approvisionnement et de distribution ;
 - les mesures permettant d'assurer une disponibilité régulière des produits pétroliers ;
 - l'impact du coût du carburant sur les prix des biens et services ;
 - les conséquences sur les salaires et le pouvoir d'achat ;
 - les mesures de protection des travailleurs et des ménages les plus vulnérables ;
- ainsi que les stratégies de diversification énergétique et de réduction de la vulnérabilité de l'économie nationale.




IV.CONCLUSION

Les Confédérations Syndicales du Burundi COSYBU et CSB estiment que les défis actuels nécessitent transparence, responsabilité, solidarité et dialogue.

La protection des moyens de subsistance des citoyens, la sauvegarde des emplois, la préservation du pouvoir d'achat et l'amélioration des conditions de vie et de travail doivent demeurer au cœur des politiques publiques.

Nous invitons donc le Gouvernement, le CNDS, les employeurs, les syndicats, la société civile, les experts et l'ensemble des forces vives de la Nation à conjuguer leurs efforts afin de construire des réponses efficaces, efficientes, concertées et durables aux difficultés actuelles.

Les travailleurs et la population burundaise ont besoin de solutions, de sécurité économique et de perspectives pour l'avenir.

Les Confédérations Syndicales du Burundi réaffirment leur disponibilité à contribuer, dans un esprit constructif et patriotique, à toute démarche de dialogue permettant de répondre à ces préoccupations et de promouvoir un développement économique et social inclusif, équitable et durable.

Les Confédérations Syndicales Burundaises ont le rôle stratégique dans la réalisation de la vision Burundi, Pays émergent en 2040 et Pays développé en 2060. Elles ne devraient pas être considérées uniquement comme des organisations de défense des intérêts professionnels, mais comme des acteurs du développement national et du dialogue social.

Elles doivent représenter les travailleurs dans la transformation structurelle de l'économie nationale pour une croissance économique forte, durable, résiliente, inclusive et créatrice d'emplois décents.

Vive un Burundi digne et prospère

Vive le dialogue social inclusif

Vive le travail décent

Fait à Bujumbura, le 26 Août 2026

Pour les Confédérations Syndicales du Burundi

Président de la COSYBU

NSAVYIMANA Célestin



Président de la CSB

NYAWAKIRA Gilbert

